EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire (dans sa version modifiée par les lois du 5 août et 11 septembre 2021)

Vu loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire

Vu l'approbation par le Comité Syndical des conditions techniques d'organisation du Comité Syndical à distance et de l'organisation des débats et des scrutins.

L'an deux-mille-vingt-trois, le lundi 22 mai 2023 à 18h30, le Comité Syndical du Parc naturel régional des Landes de Gascogne s'est réuni à Pissos (40) et en visioconférence conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, sous la présidence de **M. DEDIEU Vincent**.

Date de la convocation : 16 mai 2023

Étaient Présents en présentiel : **M. BOUFFIN Yann, M. DEDIEU Vincent** portant pouvoir de **M. DELUGA François, M. DUFAY Michel, M. DUNOGUES Yves** portant pouvoir de **Mme . TAPIN Maylis, M. ICHARD Vincent, M. LANUSSE Denis, Mme PIQUEMAL Sophie** portant pouvoirs de **M. GILLE Hervé et M. GLEYZE Jean-Luc, M. SAINTORENS Denis, Mme VALIORGUE Magali** portant pouvoirs de **M. COUTIERE Dominique** et de **Mme BEAUMONT Patricia, M. VAYSSE Ludovic**

Étaient Présents en visioconférence : **Mme ARDOUIN Aimée, M. BAUDE Vital, Mme BREQUE Claudie, M. DECLERCQ Cyrille, M. DURRIEU Michel, M. FORET Thierry, Mme LE YONDRE Nathalie** portant pouvoir de **M. Alain BACHE, Mme MARIE Lucie, M. MARTINEZ Manuel, Mme MESPLES Olga, M. MONNIER Philippe, M. PAIN Cédric** portant pouvoir de **Mme DESMOULIN Karine, M. SARTRE Philippe** portant pouvoir de **M. SORE Serge, Mme WEBER Sophie**

Absents excusés (pouvoirs) : **M. BACHÉ Alain** ayant donné pouvoir à **Mme Nathalie LE YONDRE, Mme BEAUMONT Patricia** ayant donné pouvoir à **Mme VALIORGUE Magali, M. COUTIERE Dominique** ayant donnée pouvoir à **Mme VALIORGUE Magali, M. DELUGA François** ayant donné pouvoir à **M. DEDIEU Vincent, Mme DESMOULIN Karine** ayant donné pouvoir à **M. PAIN Cédric, M. GILLE Hervé** ayand donné pouvoir **Mme Sophie PIQUEMAL, M. GLEYZE Jean-Luc** ayant donné pouvoir à **Mme Sophie PIQUEMAL, M. SORE Serge** ayant donné pouvoir à **M. Philippe SARTRE, Mme TAPIN Maylis** ayant donné pouvoir à **M. DUNOGUES Yves**

Absents : **M. BLANC-SIMON Jean-Luc, M. CARRERE Paul** (excusé), **Mme LARRUE Marie** (excusée), **M. LAGRAVE Renaud** (excusé), **M. LASSALE Jean-Claude, M. PAPADATO Patrick, M. TAUZIN Anaud, Mme TOSTAIN Emmanuelle**

ELUS		VOIX	
Nombre élus en exercice	41	Nombre de voix maximum	98
Quorum élus	14	Quorum voix	50
Nombre de Présents	24	Représentant nombre de voix	78
Nombre de pouvoirs	9	Nombre de voix pour	78
Total présents et pouvoirs	33	Nombre de voix contre	
		Nombre d'abstentions	

RESSOURCES HUMAINES

RIFSEEP Direction Ecomusée

Par délibération 26-2017 du 21 mars 2017, le Comité Syndical a décidé la mise en place du RIFSEEP (IFSE+CIA)

Cette délibération a été complétée par les délibérations 92-2017, 106-2019, 43-2019, 41-2020, 42-2022, 127-2022, et 143-2022

L'IFSE, versée mensuellement, repose sur une notion de groupe de fonctions et est définie selon trois grandes catégories :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions

PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

**COMITE SYNDICAL
A PISSOS (40) et en visioconférence**

**Séance du 22 mai 2023
Délibération n°2023-62**

- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Dans ce cadre, le montant de l'IFSE du poste de Direction de l'Ecomusée a été fixé tel que suit :

Pour un agent titulaire

- Borne inférieure : 345 € par mois
- Borne supérieure : 534 € par mois

(Montant revalorisable en fonction de l'évolution du point d'indice)

En comparaison, un agent de catégorie C titulaire assurant des missions d'encadrement intermédiaire perçoit l'IFSE suivante :

- Borne inférieure : 233 € par mois
- Borne supérieure : 315.66 € par mois

Il est apparu, en phase de recrutement, que le régime indemnitaire n'est pas en adéquation avec le niveau de responsabilité du poste et qu'il n'est pas adapté à la réalité du marché de l'emploi.

Préalablement à une étude globale sur les possibilités d'évolution du RIFSEEP en particulier pour les catégories A,

Vu l'avis favorable du CST, saisi le 10 mai 2023 par consultation écrite,

Compte tenu de l'urgence à pourvoir le poste de directeur (trice) de l'Ecomusée

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical DECIDE à l'unanimité :

- **DE DELIBERER** sur la revalorisation de l'IFSE attribuée au poste de Direction de l'Ecomusée
- **DE PORTER** la borne maximale au même niveau que celui de la directrice de la MNBA

Groupe de fonction	Emploi ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Borne inférieure	Borne supérieure
A2	Direction de l'Ecomusée (cadre emploi : attaché territorial, ingénieur, attaché de conservation Ou emploi contractuel aux mêmes conditions)	5340 € par an (445 € par mois)	13 200 € par an (1 100 € par mois)

Références juridiques :

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat
- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques
- Arrêté du 05 novembre 2021 concernant le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, par référence au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat,

Les crédits correspondants sont prévus au chapitre 12 du budget de l'année et suivants

Fait pour valoir ce que de droit,
à Belin-Béliet, le

Vincent DEDIEU

Président du Syndicat Mixte